



## Deutscher Leitindex schließt im Plus

Vor allem in den Schlussminuten setzte sich der DAX mit Rückenwind der freundlichen US-Börsen moderat in die Gewinnzone ab. Seite 86



## Europäische Gemeinschaftswährung kaum verändert

Beobachter sprachen von einem vergleichsweise ruhigen Wochenabschluss am Devisenmarkt. Seite 86

## Angebotsfrist für NXP-Aktionäre verlängert

**San Diego.** Die Übernahme des niederländischen Chipherstellers NXP durch den US-Konkurrenten Qualcomm wackelt weiterhin. Qualcomm verlängerte die Annahmefrist für sein Angebot erneut. NXP-Aktionäre können ihre Papiere nun bis 12. Januar verkaufen. Bislang stieß das rund 47 Milliarden Dollar schwere Angebot auf wenig Gegenliebe. Kurz vor Ablauf der Frist am Freitag wurden lediglich 1,9 Prozent der Aktien angedient. Qualcomm hatte bereits im Oktober 2016 ein Gebot von 110 Dollar je NXP-Aktie vorgelegt. Die Mindestannahmequote liegt bei 80 Prozent. Europäische Kartellwächter prüfen den Deal jedoch intensiv. *dpa*

## Deutsche Bank: US-Klage abgewiesen

**Miami.** In den USA ist eine milliardenschwere Klage der Stiftung Wertheim Jewish Education Trust gegen die Deutsche Bank abgewiesen worden. Der zuständige Richter Kevin Michael Moore lehnte es ab, ein Verfahren gegen das Geldhaus zu eröffnen – sein Gericht in Miami sei für den Fall nicht zuständig. Über die Entscheidung, die laut Gerichtsunterlagen bereits in der vergangenen Woche fiel, berichtet der „Spiegel“ in seiner neuen Ausgabe. Der Wertheim Jewish Education Trust hatte die Deutsche Bank auf 3,0 Milliarden Dollar (2,5 Mrd. Euro) verklagt. Er wirft dem Frankfurter Finanzinstitut vor, Erben den Zugriff auf den Nachlass eines Zweigs der jüdischen Unternehmerfamilie Wertheim zu verweigern. Die Bank streitet dies ab. Sie hat nach eigenen Angaben alle bisherigen US-Verfahren in dem Fall für sich entschieden. Die abgewiesene Klage richtete sich auch gegen die Schweizer Credit Suisse. *dpa*

## Döpfner verkauft Springer-Aktien

**Berlin.** Mathias Döpfner, Vorstandschef des Berliner Medienhauses Axel Springer, verkauft Konzern-Aktien im Wert von 26,2 Millionen Euro. Damit ist er künftig noch zu 2,8 Prozent am Unternehmen beteiligt, wie eine Sprecherin von Axel Springer bestätigte. Andreas Wiele – im Vorstand von Springer für das Rubrikengeschäft und Vermarktungsangebote zuständig – veräußert ein Aktienpaket im Wert von knapp 2,7 Millionen Euro. Mit dem Erlös will Döpfner Schulden tilgen, die er für den Erwerb der Aktien aufgenommen hat. Er behalte 90 Prozent seiner ursprünglichen Beteiligung. Der Zeitpunkt des Verkaufs stehe im Zusammenhang mit Börsenregularien, Döpfner bleibe Langzeitaktionär des Unternehmens. *dpa*



Donald Trump mettet en scène jeudi sa politique de dérégulation à la Maison-Blanche. Pendant ce temps les marchés grimpaient. Les gesticulations du président américain ne sont plus guettées par les investisseurs. (PHOTO: AFP)

# Les marchés snobent la politique

Les publications d'indicateurs économiques la semaine prochaine concentreront l'attention

**2017 était anticipée comme l'année de toutes les incertitudes avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche, mais les marchés ont signé records sur records. Pourquoi?**

L'année 2017 touche doucement à sa fin, mais l'actualité financière reste animée. La semaine prochaine sera encore une fois chargée de publications d'indicateurs économiques en Europe et aux Etats-Unis. Un premier constat peut pourtant déjà être dressé: les économies ne se sont pas laissées influencer négativement par les conflits politiques dans différents pays, que ce soit en Europe ou aux Etats-Unis.

La décision de Janet Yellen de relever les taux directeurs aux Etats-Unis le 13 décembre dernier conforte les analyses des acteurs de marché sur la santé économique du pays. Croissance en hausse, taux de chômage au plus bas depuis plus de douze ans, création d'emplois soutenus tout au long de l'année, sont autant d'indicateurs qui rassurent et permettent d'entrevoir une fin d'année radieuse. Les estimations du PIB au troisième trimestre qui seront publiées jeudi prochain devraient être revues légèrement à la hausse compte tenu de ces dernières données disponibles. L'année 2017 efface aussi bien aux Etats-Unis que sur le Vieux Continent les séquelles des crises financières successives traversées depuis 2008 et permet d'entrevoir une année 2018 au beau fixe.

Les analystes anticipaient une croissance américaine pour le troisième trimestre autour de 2,5 %, en pointant du doigt notamment les différentes incertitudes liées au caractère extravagant du nouveau président des Etats-Unis, Donald Trump. Mais ces prévisions n'incluaient ni la robustesse des données macroéconomiques ni les différents paris impensables du président. Les grands patrons américains ont d'ailleurs attribué un satisfecit à la politique économique et fiscale menée par Donald Trump selon les dernières enquêtes d'opinions, qui multiplie les initiatives en faveur des entreprises notamment grâce à la fameuse réforme fiscale tant attendue. Ces enquêtes renseignent aussi l'attente des dirigeants d'entreprises d'une croissance plutôt soutenue de 2,5 % pour l'année 2018. En effet, depuis la crise financière de 2008-2009 et la récession qui s'en est suivie, la croissance des Etats-Unis n'a plus dépassé les 2 % en moyenne annuelle.

### Les salariés seuls exclus

Les créations d'emplois attestent également de la bonne situation économique du pays. Rien qu'au mois de novembre, plus de 228.000 emplois ont été créés selon le département du travail. En affinant l'analyse, il en ressort que le pays a créé environ 174.000 emplois par mois en moyenne contre 187.000 en 2016. Un tel ralentissement reste néanmoins tout à fait normal lorsque l'économie se rapproche

du plein emploi. Le taux de chômage se situe actuellement à 4,1 %, soit le plus bas depuis plus de 17 ans.

Les économistes estiment d'ailleurs que ce dynamisme du marché du travail permettra enfin de favoriser l'inflation, point noir des économies développées. Pour le moment, le développement favorable de l'économie a faiblement profité aux salariés. Les évolutions salariales sont atones depuis l'éclatement de la crise, un phénomène qui s'explique essentiellement par la peur de perte d'emploi et des conséquences sociales y liées. L'impact des baisses d'impôts promises aux personnes physiques devrait favoriser le pouvoir d'achat.

Ces deux effets combinés permettraient un effet positif sur le rythme de l'inflation. En Europe, la croissance reste soutenue et devrait atteindre 2,2 % cette année. Certes, le niveau est plus faible qu'aux Etats-Unis, mais compte tenu des malaises spécifiques de l'Union européenne, surtout au niveau politique, ces chiffres restent tout à fait honorables.

La poursuite des rachats d'actifs jusqu'en juin 2018 à un rythme de 30 milliards d'euros par mois atteste de ces difficultés et de la prudence de Marion Draghi. Avec le maintien de ce mécanisme et avec des taux directeurs se situant toujours à des plus bas historiques, l'Europe semble encore très loin d'une normalisation de sa politique monétaire. Les dernières déclarations du président

de la BCE lors de la réunion du 14 décembre confirment la volonté de maintenir les taux directeurs bas au-delà de la fin des rachats d'actifs. L'inflation jugée trop basse comme aux Etats-Unis reste le véritable problème. Pour l'heure, la BCE table sur une inflation de 1,5 % pour 2017, chiffre qui devrait être confirmé lundi prochain, de 1,2 % pour 2018 et de 1,5 % pour 2019, soit bien en dessous de l'objectif de 2 % fixé par le traité de Maastricht. L'ère de l'argent bon marché en zone euro semble loin d'être terminée.

En 2017, les marchés boursiers se sont mieux comportés qu'espéré et les investisseurs qui tablaient sur une correction des bourses pour rentrer dans le marché ont finalement mal anticipé. Alors que certains ont prédit la mort de l'euro, d'abord avec la crise grecque et ensuite avec la victoire de Donald Trump, l'euro s'est raffermi durant 2017. Le Brexit tant redouté, ainsi que l'échec des populistes aux élections françaises et néerlandaises, semble avoir renforcé la cohésion européenne. L'année 2017 montre que le vrai enjeu reste l'économie réelle ainsi que les sociétés et consommateurs qui la composent. Les querelles politiques ont été largement ignorées pour le moment, mais les responsables politiques devraient prendre conscience qu'il ne s'agit que d'un équilibre fragile qu'il faut protéger à tout prix.

Mike Felten  
Directeur Fortuna Banque s.c.